

Frappe israélienne à Doha : un tournant diplomatique et géopolitique ?





La frappe de Doha : le point de départ

Le 9 septembre 2025, Israël a mené une frappe aérienne à Doha, au Qatar, contre un complexe abritant des responsables du Hamas.

L'opération, baptisée Pishgat HaEsh ("l'apogée du feu" en hébreu), a mobilisé des F-15 et F-35 et a tué six personnes, dont cinq membres du Hamas et un agent de sécurité qatari.

Le Qatar a dénoncé une violation flagrante de sa souveraineté et qualifié l'attaque de « terrorisme d'État ».

Cette attaque est la première menée par Israël contre un État du Conseil de coopération du Golfe.



Réactions arabes immédiates

Le Qatar, médiateur central dans les négociations de cessez-le-feu, a convoqué un sommet d'urgence avec la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique.

L'émir du Qatar a accusé Israël d'« agression traîtresse et lâche », visant à saboter les efforts diplomatiques.
Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a dénoncé la « belligérance » israélienne.

Le roi Abdallah II de Jordanie a appelé à des mesures « claires et dissuasives ».



L'onde de choc internationale

Le Premier ministre du Qatar, Mohammed ben Abdelrahmane Al Thani, a appelé la communauté internationale à « punir Israël ».

Plusieurs États arabes et musulmans envisagent une réduction de leurs représentations diplomatiques et des restrictions commerciales.

Les fonds souverains du Golfe, qui contrôlent près de 4 000 milliards de dollars d'actifs, sont cités comme un levier potentiel de pression.

L'ONU et la Ligue arabe ont unanimement condamné la frappe de Doha.



Vers une « force arabe conjointe » ?

L'Égypte a proposé la création d'une force arabe commune en réponse aux attaques israéliennes. Cette idée rappelle un pacte de défense collective inspiré d'un modèle de type OTAN arabe.

Le Premier ministre irakien soutient cette approche, tandis que la Turquie plaide pour des sanctions économiques et des poursuites judiciaires.

Cette perspective marque un durcissement inédit du discours arabe face à Israël.



Menace sur la normalisation ?

La frappe de Doha a relancé les débats sur l'avenir des Accords d'Abraham, mais aucune mesure radicale n'est envisagée.

Les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc, signataires des accords d'Abraham, n'étaient pas présents au sommet de Doha au niveau des chefs d'État, mais chacun d'eux y était représenté par une délégation officielle.

Pour l'instant, les scénarios radicaux - comme la fermeture d'ambassades ou la suspension des accords - semblent écartés. Les États concernés privilégient des mesures plus limitées, telles que le refus d'accueillir officiellement des responsables israéliens en Arabie saoudite.

Seule une annexion officielle de la Cisjordanie pourrait provoquer une réaction concrète des pays signataires ou de l'Égypte



La fracture à l'intérieur d'Israël

Le chef de l'opposition Yair Lapid a dénoncé « un coup sévère » porté aux accords de paix et aux Accords d'Abraham. Il accuse le gouvernement de Benjamin Netanyahu d'avoir détruit la position internationale d'Israël par « irresponsabilité, amateurisme et arrogance ».

Au sein même des services de sécurité, le Mossad s'était opposé à la frappe sur Doha, contrairement à une partie du Shin Bet qui l'a soutenue.

Netanyahu lui-même a reconnu : « Nous entrons dans une forme d'isolement, et nous devons nous adapter de plus en plus à une économie aux caractéristiques autarciques. »

Ces déclarations traduisent une inquiétude croissante au sein même de la classe politique israélienne.



L'Occident face à Israël : fermeté et ambiguïtés

Entre le 7 et le 13 septembre 2025, l'Espagne a renforcé ses sanctions : embargo militaire, suspension d'une partie des échanges, et interdictions de visas pour des responsables israéliens.

D'autres pays européens comme l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la République tchèque ou la Hongrie refusent toute sanction, tandis que la France multiplie les annonces symboliques sans mesures coercitives.

Aux États-Unis, Donald Trump a rappelé que le Qatar est un « très bon allié » et Washington a relancé les pourparlers sur les otages. Le sénateur Marco Rubio a ajouté : « S'il existe un pays dans le monde qui pourrait aider à mettre fin à cela par une négociation, c'est le Qatar. »

Cette divergence illustre une Europe fragmentée et une Amérique contrainte à l'équilibre entre soutien à Israël et rôle de médiateur.



La médiation du Qatar fragilisée

Le Qatar, principal médiateur entre Israël et le Hamas, voit sa neutralité fragilisée par l'attaque sur son sol.

Cette perte de crédibilité compromet les discussions de cessez-le-feu et les négociations sur les otages.

Doha entend pourtant poursuivre sa mission, car aucun autre État arabe n'apparaît en mesure d'assumer ce rôle.

La crise a déjà poussé le Qatar à vouloir diversifier ses partenariats sécuritaires, avec des acteurs comme la Turquie et la Chine.

Ce glissement traduit une érosion de la confiance dans les garanties américaines et une reconfiguration des équilibres stratégiques dans le Golfe.